

<b>13. Type de financement<sup>1</sup></b>	<b>Gestion directe par:</b> - Appui budgétaire: contrat d'appui aux performances des réformes sectorielles. - Marchés publics.
--	--

## 1.2. Résumé de l'action

En tant que pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le Cameroun possède l'économie la plus diversifiée et la plus résiliente de la sous-région. Le pays joue un rôle clé pour la stabilité et l'économie de la région. Le Cameroun fait cependant face à différents défis qui entravent ses perspectives de stabilité, de développement économique et social durable. Le pays continue d'afficher un taux de pauvreté élevé, les indicateurs socio-économiques se dégradent, et il doit faire face à des crises sécuritaires et humanitaires dans trois régions du pays. Le pays est aussi confronté de plus en plus sévèrement aux effets du changement climatique (sécheresses, inondations, etc.) et à une dégradation de ses ressources naturelles qui menacent de manière immédiate les conditions de vie des populations. Les fortes inégalités entre les territoires en termes de niveau de pauvreté, d'investissements publics et de redistribution des ressources exacerbent les tensions et mettent à mal la cohésion sociale, en amont d'une période de transition politique incertaine.

Dans ce contexte, l'objectif du PADL est de promouvoir un développement local inclusif en améliorant l'adaptation aux changements climatiques des systèmes de production au niveau des communes et en améliorant la gouvernance financière, participative, inclusive et sensible au genre des acteurs de la décentralisation. Le projet vise à : (i) développer des outils permettant aux communes de devenir les moteurs de l'adaptation au changement climatique au niveau local, notamment l'aménagement du territoire et la finance climatique, et (ii) poser au niveau central et local des bases solides pour la mise en place du processus de décentralisation initié par le gouvernement camerounais. Cela permettra de valoriser le rôle de la commune dans la promotion d'un modèle de croissance durable et par ce biais, de faciliter l'atteinte des objectifs du Cameroun définis dans la Contribution Déterminée au niveau National en 2015 et actualisée en 2021 et le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Dans le cadre de la Stratégie Nationale de Développement (SND 2030), le PADL entend accompagner la mise en œuvre d'une partie des objectifs de la Stratégie de Développement du Secteur Rural et de son Plan National d'Investissement Agricole (SDSR/PNIA 2020-2030). L'action contribuera également, en ciblant le renforcement de capacité des acteurs locaux, à la mise en œuvre du Code général des collectivités territoriales décentralisées et de la Stratégie Nationale de Décentralisation (SND 2019-2023) dont l'actualisation est attendue pour la fin de l'année 2024.

La SDSR est pour le Gouvernement une des stratégies clés pour renforcer son économie, sa résilience face au changement climatique et améliorer la gouvernance locale aussi bien au niveau rural, péri-urbain qu'urbain. Le Gouvernement reconnaît que les défis auxquels le Cameroun est confronté ne peuvent être adressés uniquement par le niveau central<sup>2</sup>. Les acteurs locaux doivent également jouer leur rôle d'acteurs du développement et de réduction des inégalités territoriales. Cela implique d'agir à deux niveaux. Tout d'abord, au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD)<sup>3</sup>. Il s'agit de les mettre en capacité de répondre aux besoins de leurs administrés, d'améliorer leur redevabilité par un renforcement de leurs compétences en matière de planification, de gestion administrative et financière, en matière d'aménagement du territoire et d'adaptation au changement climatique, y inclus l'atteinte des objectifs de Contribution Déterminée Nationale (CDN) définis par le Cameroun. Ensuite, au niveau central, l'État doit également mettre en œuvre les réformes structurelles qu'il a lui-même définies, notamment en matière d'aménagement du territoire, d'adaptation des politiques publiques au changement climatique, dans la droite ligne des engagements internationaux (accord de Paris, Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal).

Considérant le champ des réformes attendues dans un contexte politique évolutif il est proposé d'adopter une approche progressive dans l'appui à la mise en œuvre de la SDSR en commençant par appuyer la mise en place d'outils de développement local durable au bénéfice des communes, en complément d'un dialogue de politique

<sup>1</sup> Article 27 du règlement IVCDI – Europe dans le monde

<sup>2</sup> La Constitution camerounaise du 18 janvier 1996 donne une nouvelle dimension à la décentralisation ainsi que les Lois du 22 juillet 2004 portant sur les règles applicables aux communes et régions ; Loi du 15 décembre 2009 portant sur la fiscalité locale et le Code 2019/024 portant sur le Code général des collectivités territoriales décentralisées

<sup>3</sup> Les CTD comprennent: a) Les communes, collectivités territoriales de base ; b) Les communes urbaines qui relèvent du régime spécial applicable aux agglomérations urbaines ; c) Le regroupement des communes et les établissements communaux ; d) Les Régions dont le fonctionnement effectif est envisagé en 2024.